

TD + TP MMI (S5)

{ Entrepreneuriat

Mettre en place les éléments juridiques et financiers
pour une création d'entreprise



<CHAPITRE [4];


Les points clés du juridique, du fiscal, du social et de la réglementation de la création d'entreprises



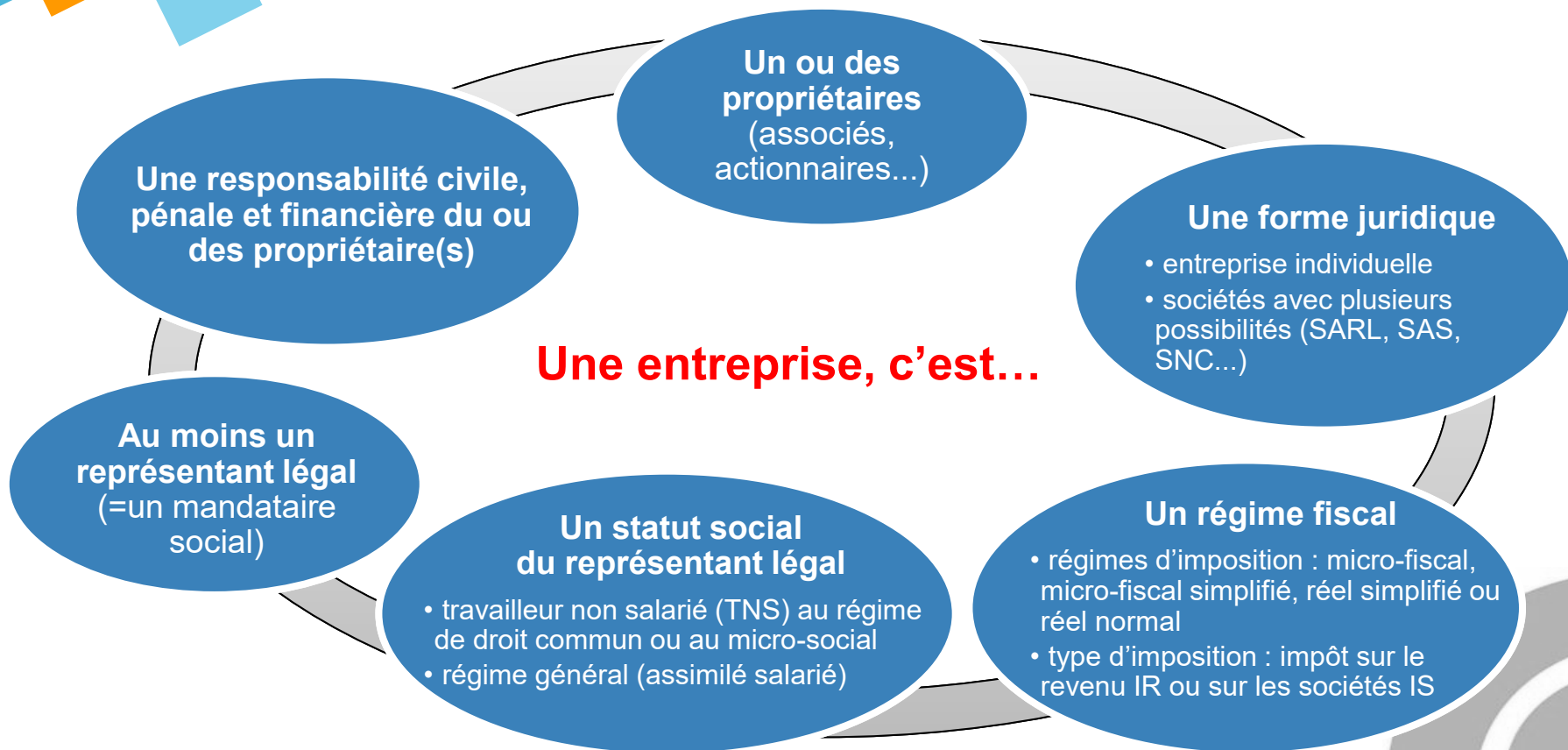


A/*

Les grands principes juridiques de fonctionnement d'une entreprise



Qu'est-ce qu'une entreprise ?



Qu'est-ce qu'une entreprise ?

Ne pas confondre la forme juridique avec le régime fiscal et/ou social

- Une entreprise a un fonctionnement et une gouvernance qui dépend de sa **forme et de son statut juridique** choisi.
- Elle a un ou plusieurs **propriétaire(s)** qui s'appellent des associés ou des actionnaires dont la **responsabilité financière** peut être engagée.
- L'entreprise a également un **représentant légal (ou plusieurs dans certains cas)** qui est le représentant de l'entreprise dans tous les actes liés à la gestion de l'entreprise : on l'appelle aussi le mandataire social (celui-ci est civilement et pénalement responsable de ses actes).
- Ce (ou ces) mandataire(s) social(-aux) bénéficieront d'un **statut social**.
- L'entreprise choisira un **régime fiscal** (qui fixera à la fois le régime d'imposition et le type d'imposition).

Quelles conditions pour créer ?



Être majeur ou mineur sous certaines conditions <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F31627>, **casier judiciaire, incompatibilités...**

Le mineur non émancipé peut exercer une fonction de direction uniquement dans une entreprise à responsabilité limitée ou unipersonnelle (EURL ou SASU). Pour ce faire, il doit obtenir l'autorisation de ses parents qui exercent en commun l'autorité parentale, celle de son administrateur légal avec l'accord du juge des tutelles si l'un d'eux est décédé, ou celle du conseil de famille s'il n'a plus de parent en vie.

Dans tous les cas, en tant que chef d'entreprise, il ne pourra accomplir que des **actes dits « d'administration »**. Il s'agit des décisions concernant la gestion courante de son entreprise, telles que l'ouverture d'un premier compte en banque, la conclusion d'une assurance de biens ou de responsabilité, l'achat des biens et services courants et le règlement des dettes correspondantes.

Les **actes dits « de disposition »** ne pourront être effectués uniquement par les parents, l'administrateur légal ou le tuteur. Il s'agit des décisions non courantes, comportant un risque anormalement élevé, pouvant entraîner des conséquences graves, telles que l'achat ou la vente d'un fonds de commerce et la souscription d'un emprunt.

A noter également que le mineur non émancipé peut également devenir un « simple » associé ou membre d'une société (quelle qu'en soit la forme), sauf s'il s'agit d'une SNC ou d'une société en commandite simple (SCS) ou par actions (SCA), en tant qu'associé commandité.

Quelles conditions pour créer ?

Le mineur émancipé qui n'est plus soumis à l'autorité parentale, peut, à partir de 16 ans, diriger une entreprise individuelle (commerçant, artisan ou profession libérale) ; être membre ou associé d'une société, quel que soit le statut juridique de la société.

Le majeur incapable : un majeur sous tutelle ne peut exercer la profession de commerçant.
Un majeur sous curatelle peut être commerçant sous certaines conditions.
Un majeur sous sauvegarde de justice peut être chef d'entreprise.

Quelles conditions pour créer ?

Les personnes condamnées : certaines condamnations ont des conséquences sur la capacité à diriger une entreprise. Une personne condamnée peut néanmoins être associée ou actionnaire si elle n'y exerce aucune fonction de direction.

Interdiction bancaire : possibilité de créer ou reprendre une entreprise ; cependant, ce porteur de projet risque de rencontrer des difficultés pour ouvrir un compte bancaire professionnel : contacter la Banque de France pour le [droit au compte](#)

Interdiction d'exercer une profession commerciale et interdiction de gérer : la personne condamnée ne pourra pas créer, gérer, administrer ou contrôler une entreprise.

Incompatibilités professionnelles : il faut faire attention au clause d'exclusivité, clause de non concurrence, obligation de loyauté, le cumul emploi salarié / dirigeant pour les fonctionnaires...
<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/porteur-projet-preparation-droits-obligations/situation-droits-obligations>

Condition de nationalité : certains ressortissants étrangers doivent répondre, au préalable, à des exigences réglementaires afin d'être en capacité de créer une entreprise en France.
<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F22494>

Quelles conditions pour créer ?



Vérifiez vos engagements contractuels avant de créer une entreprise

Vous avez peut-être signé des contrats qui peuvent avoir un impact sur votre future activité de travailleur indépendant. Ces mentions peuvent être insérées dans vos contrats de travail, mais aussi dans des contrats avec d'anciens clients ou clients actuels, même sur une autre activité...

Regardez si les mentions suivantes sont présentes, et toujours en vigueur :

Clause d'exclusivité

Cette clause interdit le cumul d'activité (salarié et/ou indépendant).

Nota : règles spécifiques de cumul d'activités pour les fonctionnaires : <https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/porteur-projet-preparation-droits-obligations/situation-droits-obligations>

Quelles conditions pour créer ?

Clause de confidentialité

Généralement présente dans tous les contrats de travail, cette clause oblige à ne pas révéler d'informations concernant l'employeur ou le client, sans limite de durée (même après la fin d'un contrat).

Propriété intellectuelle

Par principe, les travaux réalisés dans le cadre d'un emploi salarié (fichiers clients, bases de données...) ne sont pas utilisables dans le cadre de la création d'une entreprise.

Clause de non concurrence

Elle vous empêche de travailler dans une organisation concurrente à celle de votre ancien employeur. A la fin d'un contrat salarié, un employeur peut activer cette clause, à la condition qu'elle ait été prévue et bien rédigée dans le contrat de travail. Elle doit être spécifique, limitée dans le temps et dans l'espace (géographiquement), et surtout rémunérée.

Obligation de loyauté

Si vous êtes salarié, vous ne pouvez pas créer de situation de concurrence déloyale pour votre employeur dans le cas où vous créez une entreprise dans le même secteur d'activité ou bien avec les mêmes clients.



B/*

Les grandes distinctions entre « entreprise individuelle » et « sociétés »



Entreprise individuelle vs sociétés



Toutes les **fiches pratiques** sur le site



Outils web

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/structures-juridiques>

Plan des indépendants : la loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante supprime le statut de l'EIRL et modifie le statut de l'entreprise individuelle à compter du 15 mai 2022.

<https://www.cci.fr/actualites/les-evolutions-pour-les-entrepreneurs-individuels>

[https://www.cci.fr/sites/g/files/mwbcuj1451/files/2022-](https://www.cci.fr/sites/g/files/mwbcuj1451/files/2022-05/2022_Fiche%20pratique%20Entreprise%20Individuel%20_15%20mai%202022_VFF.pdf)

[05/2022_Fiche%20pratique%20Entreprise%20Individuel%20_15%20mai%202022_VFF.pdf](https://www.cci.fr/sites/g/files/mwbcuj1451/files/2022-05/2022_Fiche%20pratique%20Entreprise%20Individuel%20_15%20mai%202022_VFF.pdf)

Entreprendre en SOLO

Entreprendre en solo : comparatif des structures juridiques

| | Entreprise individuelle | EURL (= SARL à associé unique) | SASU |
|---|---|---|---|
| Nombre de propriétaires | 1 (l'entrepreneur individuel) | 1 associé, personne physique ou morale | |
| Dirigeant de l'entreprise (= <i>représentant légal, mandataire social</i>) | Direction assumée par l'entrepreneur individuel | Direction assumée par un gérant , personne physique. Le gérant peut être l'associé unique ou un tiers à l'entreprise | Direction assumée par un président , personne physique ou morale. D'autres organes de direction peuvent être prévus par les statuts (liberté contractuelle) |
| Montant du capital social | Sans objet | Librement déterminé par l'associé unique dans les statuts (lire notice) | |
| Nature des apports | Sans objet | Le capital social doit être constitué d'apports en numéraire (argent), et/ou d'apports en nature (tout bien autre qu'une somme d'argent). | |
| | | En EURL, les apports en industrie sont autorisés, mais ils ne concourent pas à la formation du capital social. | En SASU, les apports en industrie sont autorisés sous réserve d'une évaluation périodique par un commissaire aux apports |

Entreprendre en SOLO

Entreprendre en solo : comparatif des structures juridiques

| | Entreprise individuelle | EURL (= SARL à associé unique) | SASU |
|--|-------------------------|---|--|
| Libération des apports | Sans objet | Les apports en nature doivent être intégralement libérés au jour de la constitution de la société | |
| | | Les parts sociales représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 20% de leur montant lors de la constitution de l'EURL, sous réserve de verser le complément dans les cinq ans à compter de l'immatriculation de la société | Les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 50% lors de la constitution de la SASU, sous réserve de verser le complément dans les cinq ans à compter de l'immatriculation de la société |
| Pouvoirs du dirigeant <i>(représentant légal, mandataire social)</i> | Aucune limitation | A l'égard des tiers, le gérant de l'EURL comme le président de la SASU dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société. Néanmoins, la société est engagée même par les actes de son représentant légal qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins de rapporter la preuve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances | |

Entreprendre en SOLO

Entreprendre en solo : comparatif des structures juridiques

| | Entreprise individuelle | EURL (= SARL à associé unique) | SASU |
|--|---|--|--|
| Régime social du dirigeant | Régime des travailleurs non salariés (TNS) | <ul style="list-style-type: none">• Gérant associé (rémunéré ou non) : TNS• Gérant non associé rémunéré : régime général de la Sécurité sociale (« assimilé salarié » car pas d'assurance chômage)• Gérant non associé non rémunéré : non soumis à un régime obligatoire de protection sociale | Le président de la SASU qu'il soit associé ou non est soumis au régime général de la Sécurité sociale (« assimilé salarié » car pas d'assurance chômage) s'il perçoit une rémunération |
| Type d'imposition fiscale de l'entreprise | <u>Jusqu'au 14 mai 2022</u> : IR <u>À partir du 15 mai 2022</u> : IR de droit ou IS sur option (irrévocable) | IR de droit ou IS sur option (irrévocable) | IS de droit ou IR sur option et sous conditions (valable pendant 5 exercices maximum) |
| | <ul style="list-style-type: none">• Si IR : une seule déclaration d'impôt pour l'entreprise et le dirigeant (catégorie des « BIC » ou « BNC » sur la déclaration n°2042-C).• Si IS : impôt sur le revenu pour la rémunération du dirigeant (catégorie des « traitements et salaires » sur la déclaration n°2042) et impôt sur les sociétés pour l'entreprise | | |

Entreprendre en SOLO

Entreprendre en solo : comparatif des structures juridiques

| | Entreprise individuelle | EURL (= SARL à associé unique) | SASU |
|---|---|---|--|
| Responsabilité du dirigeant (mandataire social, associé ou non) | Responsabilité civile et/ou pénale pour les fautes commises dans l'exercice de ses fonctions https://www.essere-associes.com/media/la-responsabilite-civile-et-penale-des-dirigeants.pdf | | |
| | Jusqu'au 14 mai 2022 : responsable à titre personnel des dettes contractées dans le cadre de son activité indépendante. À partir du 15 mai 2022 : responsabilité en principe limitée au montant de ses apports | | Associé unique : responsabilité en principe limitée au montant de ses apports |
| | Jusqu'au 14 mai 2022 : sa résidence principale ne peut plus faire l'objet d'une saisie immobilière par ses créanciers pour ses dettes professionnelles. (Insaisissabilité de droit depuis le 06/08/2015). Si la créance n'est pas d'ordre professionnel, le bien reste saisissable. Il peut effectuer devant notaire une déclaration d'insaisissabilité de tout autre bien foncier bâti et non bâti, non affecté à un usage professionnel. | À partir du 15 mai 2022 : responsabilité civile et pénale pour les fautes commises dans l'exercice de ses fonctions | Gérant : responsabilité civile et pénale pour les fautes commises dans l'exercice de ses fonctions |

Entreprendre à PLUSIEURS

Entreprendre à plusieurs : comparatif des structures juridiques

| | SARL | SAS | SA à conseil d'administration |
|---|---|--|---|
| Nombre de propriétaires | 2 à 100 associés, personnes physiques ou morales | Au moins 2 associés, personnes physiques ou morales (pas de limitation du nombre d'associés) | Au moins 7 actionnaires, personnes physiques ou morales pour les sociétés cotées, sinon 2 actionnaires |
| Dirigeant de l'entreprise (= <i>représentant légal, mandataire social</i>) | <p>Direction assumée par au moins un gérant, personne physique.</p> <p>Le gérant peut être un associé ou un tiers à l'entreprise</p> | <p>Direction assumée par un président, personne physique ou morale.</p> <p>D'autres organes de direction peuvent cependant être prévues par les statuts (liberté contractuelle)</p> | <p>Direction assumée :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit par une personne physique appelée président directeur général (PDG) qui est à la fois président du conseil d'administration (CA) et directeur général de la société ;• soit par deux personnes physiques distinctes : le président du CA et le directeur général (DG) de la société. <p>Remarques :</p> <ul style="list-style-type: none">• le CA est composé de 3 à 18 membres (administrateurs) ;• sur proposition du DG, le CA peut nommer au plus 5 directeurs généraux délégués chargés d'assister le DG dans sa mission. |

Entreprendre à PLUSIEURS

Entreprendre à plusieurs : comparatif des structures juridiques

| | SARL | SAS | SA à conseil d'administration |
|----------------------------------|--|---|---|
| Montant du capital social | Librement déterminé par les associés dans les statuts (lire notice) | | Au moins 37 000 € |
| Nature des apports | <p>Le capital social doit être constitué d'apports en numéraire (argent), et/ou d'apports en nature (tout bien autre qu'une somme d'argent).</p> <p>Les apports en industrie sont autorisés, mais ils ne concourent pas à la formation du capital social</p> | <p>Le capital social doit être constitué d'apports en numéraire (argent), et/ou d'apports en nature (tout bien autre qu'une somme d'argent).</p> <p>Les apports en industrie sont autorisés sous réserve d'une évaluation périodique par un commissaire aux apports</p> | <p>Le capital social doit être constitué d'apports en numéraire (argent), et/ou d'apports en nature (tout bien autre qu'une somme d'argent).</p> <p>Les apports en industrie sont interdits</p> |
| Libération des apports | Les apports en nature doivent être intégralement libérés au jour de la constitution de la société | | |
| | Les parts sociales représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 20% de leur montant lors de la constitution de la SARL, sous réserve de verser le surplus dans les cinq ans à compter de l'immatriculation de la société | Les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'au moins 50% lors de la constitution, sous réserve de verser le complément dans les cinq ans à compter de l'immatriculation de la société | |

Entreprendre à PLUSIEURS

Entreprendre à plusieurs : comparatif des structures juridiques

| | SARL | SAS | SA à conseil d'administration |
|--|---|---|---|
| Pouvoirs du dirigeant (représentant légal, mandataire social) | <p>A l'égard des tiers, le gérant de la SARL comme le président de la SAS dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société.</p> <p>Néanmoins, la société est engagée même par les actes de son représentant légal qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins de rapporter la preuve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances</p> | | <ul style="list-style-type: none"> • Le PDG ou le directeur général : dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société à l'égard des tiers. • Le président du CA : organise et dirige les travaux du conseil d'administration |
| Régime social du dirigeant | <ul style="list-style-type: none"> • Gérant associé majoritaire (rémunéré ou non) : TNS • Gérant associé minoritaire ou égalitaire <ul style="list-style-type: none"> - si rémunéré : régime général « assimilé salarié » (pas d'assurance chômage) - si non rémunéré : pas de protection sociale obligatoire • Gérant non associé <ul style="list-style-type: none"> - si rémunéré : « assimilé salarié » (pas d'assurance chômage) - si non rémunéré : pas de protection sociale obligatoire | <p>Le président de la SASU qu'il soit associé ou non est soumis au régime général de la Sécurité sociale (« assimilé salarié » car pas de protection chômage) s'il perçoit une rémunération</p> | <p>Le PDG ainsi que le DG sont soumis au régime général de la Sécurité sociale (« assimilé salarié » car pas de protection chômage) s'il perçoit une rémunération, y compris des jetons de présence (rémunération des administrateurs, membres du conseil pour leur assiduité aux réunions)</p> |

Entreprendre à PLUSIEURS

Entreprendre à plusieurs : comparatif des structures juridiques

| | SARL | SAS | SA à conseil d'administration |
|--|--|--|--|
| Type d'imposition fiscale de l'entreprise | IS de droit ou IR sur option et sous conditions | | |
| | <ul style="list-style-type: none">• Si IR : une seule déclaration d'impôt pour l'entreprise et le dirigeant (catégorie des « BIC » ou « BNC » sur la déclaration n°2042-C ; sauf pour les rémunérations octroyées aux administrateurs de la SA : catégorie des « revenus de capitaux mobiliers »).• Si IS : impôt sur le revenu pour la rémunération du dirigeant (catégorie des « traitements et salaires » sur la déclaration n°2042) et impôt sur les sociétés pour l'entreprise | | |
| Responsabilité du mandataire social et des associés | <ul style="list-style-type: none">• Gérant : responsabilité civile et/ou pénale pour les fautes commises dans l'exercice de ses fonctions.• Les associés : responsabilité en principe limitée au montant de leurs apports. | <ul style="list-style-type: none">• Président : responsabilité civile et/ou pénale pour les fautes commises dans l'exercice de ses fonctions.• Les associés : responsabilité limitée au montant de leurs apports. | <ul style="list-style-type: none">• Dirigeants : responsabilité civile et/ou pénale pour les fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.• Les actionnaires : responsabilité limitée au montant de leurs apports |



à savoir si vous créez une société : la notion de **pertes en capital**

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/prevenir-traiter-difficultes/traitement-difficultes/pertes-capital>

Responsabilité : en synthèse



En **entreprise individuelle**, jusqu'au 14 mai 2022, la responsabilité de dirigeant était **indéfinie et solidaire** (et sans limite de temps) sur l'ensemble de ses biens (professionnels et personnels) SAUF sur sa résidence principale.



En **société** ou en **entreprise individuelle** à compter du 15 mai 2022, la responsabilité du/des dirigeant(s) et des associés est **limitée au montant de leurs apports** SAUF :

- ✓ pour le dirigeant (de droit ou de fait) si une **faute de gestion** est prouvée par le Tribunal de commerce en cas de procédure collective (redressement ou liquidation judiciaire ; on parle « d'action en comblement de passif ») ;
- ✓ **cautionnement** accordé en garantie d'un prêt bancaire ou d'un contrat passé avec un fournisseur ;
- ✓ **hypothèque** sur un bien immobilier du dirigeant / gérant ou d'un associé en garantie d'un prêt bancaire.

Responsabilité : en synthèse



La raison principale des difficultés des entreprises : **l'insuffisance de clientèle (et donc de chiffre d'affaires)**.

Pour prévenir cette difficulté : proposez une offre de produits et/ou de services répondant à un véritable besoin. Ainsi, une étude de marché approfondie et une veille concurrentielle permanentes apparaissent comme incontournables, notamment pour savoir anticiper les évolutions du marché.



Il est important de prendre en compte son **régime matrimonial**.

Le régime matrimonial est un ensemble de règles juridiques destinées à organiser les rapports patrimoniaux entre les époux et les tiers. Il est défini au moment du mariage.

- *Communauté réduite aux acquêts* <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F835>
- *Séparation de biens (contrat de mariage)* <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F948>
- *Communauté universelle*

https://paris.notaires.fr/sites/default/files/regimes_matrimoniaux_contrats_de_mariage_mai_2014.pdf
<https://www.notaires.fr/fr/couple-famille/mariage/contrat-de-mariage-bien-choisir-son-regime-matrimonial>



C/*

Les grands principes des régimes fiscaux



La fiscalité

► Toute entreprise paie des impôts et des taxes.

Principalement :

- ✓ l'impôt sur les bénéfices selon le barème de l'IR ou de l'IS ;
- ✓ la contribution économique territoriale (CET) qui est une taxe locale composée de 2 taxes différentes : *la cotisation foncière des entreprises (CFE)* et *la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)* ;
- ✓ la TVA qui est un impôt indirect payé sur toute personne (physique ou morale) qui achète des biens et des services.

Les assiettes de calcul de ces différents impôts ou taxes dépendent du régime fiscal choisi mais aussi du chiffre d'affaires, de la localisation de l'entreprise, voire du statut juridique choisi... Ces impôts et taxes doivent être déclarés et payés à des périodes précises et selon des modalités précises.

La fiscalité

Les différents régimes fiscaux

Il existe **3 régimes d'imposition** :

- ▶ le micro-fiscal (de droit commun ou simplifié),
- ▶ le réel simplifié (ou mini-réel),
- ▶ le réel normal.

Le choix du régime fiscal varie en fonction de l'activité et du chiffre d'affaires annuel.

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/fiscalite-lentreprise/regimes-fiscaux/regimes-du-benefice-reel-bic-is>

La fiscalité

Les différents régimes fiscaux

| Pour les activités essentiellement d'ACHAT-REVENTE | Chiffre d'affaires (CA) annuel | Régime applicable de plein droit | Option possible (irrévocable) |
|--|--|----------------------------------|-------------------------------|
| | $CA \leq 188\,700 \text{ € HT}$ | Micro-fiscal | Réel simplifié ou réel normal |
| | $188\,700 \text{ € HT} \leq CA \leq 840\,000 \text{ € HT}$ | Réel simplifié | Réel normal |
| | $CA > 840\,000 \text{ € HT}$ | Réel normal | - |

| Pour les autres activités, essentiellement de PRESTATIONS DE SERVICES | Chiffre d'affaires (CA) annuel | Régime applicable de plein droit | Option possible (irrévocable) |
|---|---|----------------------------------|-------------------------------|
| | $CA \leq 77\,700 \text{ € HT}$ | Micro-fiscal | Réel simplifié ou réel normal |
| | $77\,700 \text{ € HT} \leq CA \leq 254\,000 \text{ € HT}$ | Réel simplifié | Réel normal |
| | $CA > 254\,000 \text{ € HT}$ | Réel normal | - |

La fiscalité

Obligations comptables

Les principales différences entre ces différents régimes se situent au regard des obligations déclaratives et comptables :

- ▶ **pour les entreprises soumises au micro-fiscal** : les obligations comptables sont simplifiées. Elles sont dispensées d'établir des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).
- ▶ **pour les entreprises soumises au réel simplifié** : obligation de tenir un bilan, un compte de résultat et des annexes.
- ▶ **pour les entreprises soumises au réel normal** : mêmes obligations que pour le réel simplifié + obligation de procéder à l'enregistrement comptable chronologique des mouvements affectant le patrimoine de l'entreprise + obligation de procéder à un inventaire au moins 1 fois tous les 12 mois.



Outils web

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/gerer-piloter-lentreprise/piloter-gerer-son-entreprise/registres-obligatoires>

La fiscalité

Les différents régimes fiscaux

| <i>Régime d'imposition</i> | Micro-fiscal de droit commun | Micro-fiscal simplifié (versement fiscal libératoire) | Réel simplifié ou réel normal | Réel simplifié ou réel normal |
|--|--|---|--|--|
| <i>Barème d'imposition des bénéfices</i> | IR (impôt sur le revenu) <i>BIC (bénéfices industriels et commerciaux) ou BNC (bénéfices non commerciaux)</i> | | | IS (impôt sur les sociétés) |
| <i>Régime de TVA</i> | Franchise en base ou réel simplifié selon le niveau de chiffre d'affaires | | Réel simplifié ou réel normal (de droit). <i>Franchise en base (option)</i> | Réel simplifié ou réel normal (de droit). <i>Franchise en base (option)</i> |
| Entreprise individuelle | OUI sous conditions | OUI sous conditions | OUI | OUI sur option à partir du 15 mai 2022 |
| EURL | OUI sous conditions <i>depuis décembre 2016 si gérant associé unique personne physique</i> | OUI sous conditions <i>depuis décembre 2016 si gérant associé unique personne physique</i> | OUI | OUI sur option |
| SARL | | | OUI sur option et sous conditions | OUI |
| SASU et SAS | | | OUI sur option et sous conditions | OUI |
| SA | | | OUI sur option et sous conditions | OUI |

La fiscalité

Assiette et taux d'imposition

| Barème d'imposition | Impôt sur le revenu (IR) | | | | Impôt sur les sociétés (IS) |
|--|--|--|---|--------------------------|---|
| Forme juridique | Entreprise individuelle ou EURL avec gérant associé unique personne physique | | Entreprise individuelle | Sociétés | Sociétés ou entreprise individuelle (sur option) à compter du 15 mai 2022 |
| Régime d'imposition | Micro-fiscal de droit commun | Micro-fiscal simplifié (<i>sous conditions</i>) | Réel simplifié ou normal | Réel simplifié ou normal | Réel simplifié ou normal |
| Détermination du bénéfice imposable (assiette) | CA HT encaissé – abattement forfaitaire pour frais professionnels (34%, 50% ou 71% selon l'activité) | sans objet | = Chiffre d'affaires HT facturé (mais pas forcément encaissé) – charges de fonctionnement pour leur montant réel (y compris la rémunération du gérant pour les sociétés ; pour les entreprises individuelles, la rémunération du dirigeant n'est pas déductible) | | |
| Taux d'imposition | Barème progressif de l'IR appliqué <u>sur le bénéfice</u> (imposition des revenus des personnes physiques) | Versement fiscal libératoire (VFL) = application d'un taux (1%, 1,7% ou 2,2%) <u>sur le chiffre d'affaires HT encaissé</u> | Barème progressif de l'IRPP appliqué <u>sur le bénéfice</u> . Le taux est donc variable en fonction des autres revenus du foyer et de la situation familiale (quotient familial) | | Application d'un taux réduit ou normal <u>sur le bénéfice</u> (voir ci-après) |

La fiscalité

Précisions sur l'IS (impôt sur les sociétés)

► Taux réduit

Le taux de **15%** s'applique sur la tranche inférieure à 42 500 € de bénéfice pour les entreprises dont :

- *le CA HT est inférieur à 7,63 millions d'€ ;*
- *le capital a été entièrement libéré ;*
- *le capital est détenu à au moins 75 % par des personnes physiques (ou par une société appliquant ce critère).*

► Taux normal

Le taux normal de l'IS est de **25%** au-delà de 42 500 €.

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedia/fiscalite-lentreprise/generalites/is-impot-societes>



C/*

Les grands principes des régimes sociaux



Le volet SOCIAL

Les différents régimes sociaux



Il existe **2 régimes** possibles pour les mandataires sociaux :

- ▶ le régime des **TNS** (travailleurs non salariés) ;
- ▶ le régime général de la Sécurité sociale dit des « **assimilés salariés** ».

Le régime social dépend de la forme juridique choisie et de la fonction du mandataire social au sein de l'entreprise.

<https://www.urssaf.fr/accueil/independant.html>

Le volet SOCIAL

Les différents régimes sociaux

| <i>Statut social du dirigeant</i> | Travailleur non salarié (TNS) géré par l'URSSAF (ex-Sécurité sociale pour les indépendants ; ex-RSI) | « Assimilé salarié » : régime général de la Sécurité sociale |
|-----------------------------------|--|---|
| Entreprise individuelle | OUI (régime « micro-social » sous conditions) | |
| EURL | OUI si associé gérant = associé unique (régime « micro-social » sous conditions pour le gérant associé unique personne physique) | OUI si le gérant est un tiers |
| SARL | OUI si gérance majoritaire (ou co-gérance) | OUI si gérance minoritaire ou égalitaire |
| SASU et SAS | | OUI |
| SA | En principe, l'administrateur n'est pas rémunéré : il ne relève alors, ni du régime des salariés, ni de celui des travailleurs non-salariés. | |

NOTA : un gérant est majoritaire s'il détient, avec son conjoint, son partenaire pacsé et ses enfants mineurs, plus de 50% du capital de la société. S'il y a plusieurs gérants, chacun d'entre eux est considéré comme majoritaire, si les gérants détiennent ensemble plus de la moitié des parts de la société.

Le volet SOCIAL

Assiette et taux des cotisations sociales du mandataire social

| | Base de calcul des cotisations sociales (assiette) | Taux (plein) des cotisations sociales |
|--|--|---|
| Entreprise individuelle au régime micro social | Pourcentage appliqué sur le CA HT encaissé | 12,3% ou 21,2% ou 23,1% ou 23,2% selon l'activité (donc pas de cotisations sociales en l'absence de chiffre d'affaires). Taux minorés si ACRE. |
| Entreprise individuelle au régime réel | <u>EI à l'IR</u> : bénéfices de l'avant dernière année (ou de l'année précédente si celui-ci est connu), sauf les deux premières années civiles d'activité (application d'une base forfaitaire) <u>EI à l'IS</u> : rémunération + une partie des dividendes | Environ 44% du bénéfice imposable ou de la rémunération. Cotisations minimales à payer en l'absence de bénéfice (environ 1 250 €). La première année, le montant des cotisations sociales est proratisé en fonction de la date réelle de début d'activité |
| EURL ou SARL avec gérance majoritaire | <u>EURL ou SARL à l'IR</u> : bénéfices <u>EURL ou SARL à l'IS</u> : rémunération + une partie des dividendes | Environ 44% du montant de la rémunération du gérant. Cotisations minimales à payer en l'absence de bénéfice (environ 1 250 €). Une part des dividendes perçus est soumise à cotisations sociales. La première année, le montant des cotisations sociales est proratisé en fonction de la date réelle de début d'activité |
| EURL ou SARL avec gérant non associé, minoritaire ou égalitaire | Rémunération | Environ 64% de la rémunération brute (soit environ 82% de la rémunération nette). Pas de cotisations sociales en l'absence de rémunération. |
| SASU et SAS | Rémunération | Les dividendes perçus ne sont pas soumis à cotisations sociales |



D/*

Les autres obligations juridiques et réglementaires

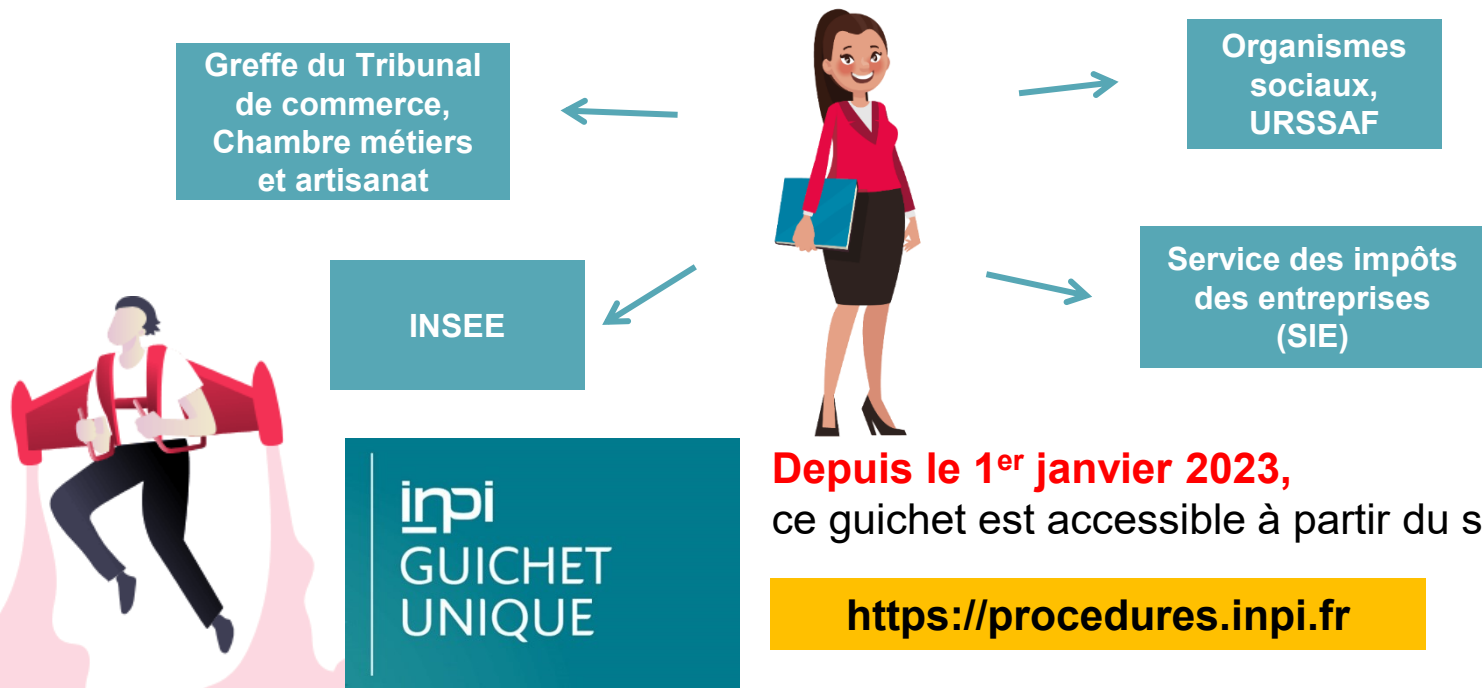
Panorama indicatif



L'immatriculation de l'entreprise

Le Guichet Unique électronique pour TOUTES les activités

Il réceptionne et traite le dossier de formalité de création puis transmet l'ensemble des renseignements et/ou pièces à chacun des organismes concernés et notamment :



Entreprendre autrement

Exercer une activité indépendante **sans immatriculer une entreprise** ?
C'est possible.

Selon sa situation sociale et la nature de son projet, il est possible d'**exercer une activité**, par l'intermédiaire :

- d'une **coopérative d'activités** (par exemple : www.oxalis-scop.fr),
- d'une **couveuse** (par exemple : <https://incubatest.bgeso.fr>),
- d'une société de **portage salarial** (par exemple : <https://dtalents-portage-salarial.fr>, www.groupe-ascom.com)

Tableau comparatif :

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/differentes-facons-dentreprendre/entreprendre-autrement/entreprendre-autrement>

Autre obligations...

- **Installer l'entreprise : les locaux**

Tout savoir sur la domiciliation du siège social, du bail commercial, du droit au bail...

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedia/locaux-lentreprise/quels-locaux-jeune-entreprise/quels-locaux-jeune-entreprise>

- **Les mentions légales sur les documents de l'entreprise**

- ✓ sur les **documents commerciaux**

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedia/creer-developper-fideliser-sa-clientele/vendre/mentions-a-porter-documents-commerciaux>

- ✓ sur les **devis**

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedia/gerer-piloter-lentreprise/piloter-gerer-son-entreprise/ce-quil-faut-savoir-matiere>

- ✓ sur les **factures**

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedia/gerer-piloter-lentreprise/piloter-gerer-son-entreprise/factures-elles-sont-vos>

Autre obligations...

- **Les mentions obligatoires sur les sites web**

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/N32108>

- **La propriété intellectuelle : comprendre la marque**

<https://www.inpi.fr/comprendre-la-propriete-intellectuelle/la-marque>

- **Sécurité et accessibilité des ERP (établissements recevant du public)**

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/N31782>

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/locaux-lentreprise/etablissements-recevant-du-public/lobligation-daccessibilite>

- **Les enseignes commerciales**

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F24357>

Ville de Limoges : <https://www.limoges.fr/pratique-mes-demarches/demande-dinstallation-denseignes>

- **Les affichages obligatoires dans une entreprise**

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23106>

Autre obligations...

- **La conservation des documents**

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F10029>

- **La gestion des déchets**

https://www.enviroveille.com/public/fiches_pratiques/fiches-pratiques.html?cat_id=1

- **Maîtriser l'environnement juridique du bail commercial**

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/N31379>

<https://www.cote-azur.cci.fr/app/uploads/2020/09/Guide-bail-du-commercial-2020.pdf>

- **Les conditions générales de vente (CGV)**

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F33527>

- **Veiller au respect des règles qui régissent le droit de la consommation et de la concurrence**

<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/les-fiches-pratiques>

Autre obligations...

Il n'est pas possible de faire travailler gratuitement une personne dans votre entreprise même si elle en est d'accord

Seuls le « conjoint collaborateur » et le mandataire social peuvent travailler sans rémunération. Attention, les autres associés peuvent, éventuellement, travailler bénévolement mais cela peut s'avérer risqué et compliqué.

<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/etapes-creation-dune-entreprise/choisir-statut-juridique/conjoint-collaborateur>
https://www.entreprises.cci-paris-idf.fr/documents/20152/6164243/ZOOM_Eentraide_Familiale.pdf

Il n'est pas possible de se comporter avec un prestataire comme avec un salarié

La notion de salariat déguisé n'est pas défini juridiquement (puisque la notion de salariat ne l'est pas) mais le point retenu en cas de contrôle de l'URSSAF est le lien de subordination.

<https://www.urssaf.fr/accueil/travail-illegal.html>